

CONSORT NT

Société Anonyme

Immeuble Cap Etoile
58, boulevard Gouvion Saint Cyr
75017 PARIS
RCS Paris 389 488 016

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31 décembre 2018



Société d'expertise comptable inscrite au tableau
de l'ordre de Paris - Ile de France.

Société de commissariat aux comptes membre
de la compagnie régionale de Paris.

Exelmans Audit & Conseil - 21, rue de Téhéran - 75008 Paris - Tél. : 01 45 20 20 23 - Fax : 01 45 20 20 27
RCS Paris B 482 026 739 - code APE 6920Z - TVA n° FR 584 820 267 39.



CONSORT NT

Société Anonyme

Immeuble Cap Etoile
58, boulevard Gouvion Saint Cyr
75017 Paris
RCS Paris 389 488 016

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société Consort NT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Consort NT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2018 s'établit à 5 138 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés selon les modalités décrites dans la note 2.3 « Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.
- Votre société constate les résultats des contrats à long terme selon les modalités décrites au paragraphe 2.5 « Reconnaissance du revenu » de l'annexe aux états financiers. Nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation du chiffre d'affaires à l'avancement, à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilité du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

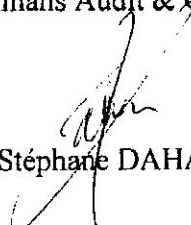
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 3 juin 2019

Le Commissaire aux comptes

Exelmans Audit & Conseil

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane DAHAN', is written over the printed name.

Stéphane DAHAN

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|-----------------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 25 142 | 25 142 | | |
| Fonds commercial | 6 860 | | 6 860 | 6 860 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 1 375 245 | 782 346 | 592 899 | 627 474 |
| Installations techniques, matériel, outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 2 592 069 | 2 366 758 | 225 310 | 446 654 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 5 147 982 | 10 000 | 5 137 982 | 5 137 982 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 179 603 | | 179 603 | 180 453 |
| ACTIF IMMOBILISE | 9 326 901 | 3 184 247 | 6 142 655 | 6 399 424 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 13 580 539 | 122 677 | 13 457 862 | 12 201 316 |
| Autres créances | 12 418 208 | 26 000 | 12 392 208 | 4 242 109 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 4 076 084 | | 4 076 084 | 7 111 071 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 50 762 | | 50 762 | 172 229 |
| ACTIF CIRCULANT | 30 125 593 | 148 677 | 29 976 916 | 23 726 726 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 39 452 494 | 3 332 924 | 36 119 571 | 30 126 150 |

| Rubriques | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 1 760 980) | 1 760 980 | 1 760 980 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 565 365 | 565 365 |
| Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | | |
| Réserve légale | 176 098 | 176 098 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | 78 886 | 78 886 |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | 4 311 261 | 3 069 508 |
| Report à nouveau | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 5 636 538 | 5 203 958 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | 104 548 | 82 970 |
| CAPITAUX PROPRES | 12 633 675 | 10 937 764 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| PROVISIONS | | |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | 33 381 | 33 381 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 19 300 580 | 15 322 333 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 567 138 | 2 395 183 |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 1 584 797 | 1 437 489 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| DETTES | 23 485 896 | 19 188 386 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 36 119 571 | 30 126 150 |

| Rubriques | France | Exportation | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|-------------------|-------------------|
| Ventes de marchandises | 23 787 | | 23 787 | 91 006 |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 52 413 925 | 215 214 | 52 629 139 | 52 008 752 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 52 437 711 | 215 214 | 52 652 925 | 52 099 758 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 208 074 | 135 155 |
| Autres produits | | | 3 707 397 | 3 285 481 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 56 568 396 | 55 520 394 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 51 794 701 | 51 026 823 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 193 951 | 236 947 |
| Salaires et traitements | | | 137 983 | 146 221 |
| Charges sociales | | | 64 604 | 68 698 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 255 919 | 272 332 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 122 677 | 174 886 |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Autres charges | | | 24 289 | 196 899 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 52 594 124 | 52 122 805 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 3 974 272 | 3 397 589 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 2 946 125 | 2 946 125 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 8 837 | 1 753 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 2 954 962 | 2 947 878 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilés | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | | |
| RESULTAT FINANCIER | | | 2 954 962 | 2 947 878 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 6 929 234 | 6 345 466 |

| Rubriques | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 2 416 | 80 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | 21 578 | 20 434 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| | 23 994 | 20 514 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | |
| | -23 994 | -20 514 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | 1 268 702 | 1 120 994 |
| TOTAL DES PRODUITS | | |
| | 59 523 358 | 58 468 272 |
| TOTAL DES CHARGES | | |
| | 53 886 820 | 53 264 313 |
| BENEFICE OU PERTE | | |
| | 5 636 538 | 5 203 958 |

Annexes

Table des matières

- 1 Evénements de l'exercice
- 2 Principes comptables et méthodes d'évaluation
 - 2.1 Immobilisations incorporelles
 - 2.2 Immobilisations corporelles
 - 2.3 Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement
 - 2.4 Créances et dettes
 - 2.5 Reconnaissance du revenu
 - 2.6 Provisions pour indemnités de fin de carrière
- 3 Analyse des comptes sociaux
 - 3.1 Immobilisations et amortissements
 - 3.2 Créances clients et comptes rattachés
 - 3.3 Autres créances
 - 3.4 Produits à recevoir et charges constatées d'avance
 - 3.5 Capitaux propres
 - 3.6 Fournisseurs et comptes rattachés
 - 3.7 Dettes fiscales et sociales et dettes diverses
 - 3.8 Charges à payer
 - 3.9 Echéances des créances et des dettes
 - 3.10 Répartition du chiffre d'affaires
 - 3.11 Autres achats et charges externes
 - 3.12 Dotations et reprises de provisions
 - 3.13 Résultat financier
 - 3.14 Résultat exceptionnel
 - 3.15 Intégration fiscale
 - 3.16 Retraitement des crédits-baux
- 4 Autres informations
 - 4.1 Tableau des filiales et participations (en K€)
 - 4.2 Identité des sociétés qui incluent CONSORT NT dans leur périmètre de consolidation
 - 4.3 Engagements hors bilan
 - 4.4 Effectif
 - 4.5 Rémunération des membres des organes d'administration et de direction
 - 4.6 Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat
 - 4.7 Exposition aux risques particuliers

1 Evénements de l'exercice

Néant

2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'ANC N° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en K Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées du fonds commercial et de logiciels amortis sur une durée allant de une à trois ans.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'achat (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, dans le respect des règles fixées par les règlements du Comité de la réglementation comptable 2002-10 et 2004-06.

A cet effet, la société a décomposé l'immeuble de bureaux dont elle est propriétaire, la valeur des composants ressortant à 680 K€, soit 50% de la valeur totale. Les composants sont amortis sur une durée allant de 11 à 30 ans, la structure étant amortie sur 45 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée de vie prévue.

| Désignation | Durée d'amortissement | Mode |
|---------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Constructions décomposées | 11 à 45 ans | Linéaire |
| Installations générales, agencements divers | 5 à 10 ans | Linéaire |
| Matériel de transport | 2 à 5 ans | Linéaire |
| Matériel de bureau et informatique | 2 à 10 ans | Linéaire et dégressif |
| Mobilier | 5 à 10 ans | Linéaire |

Il a été considéré que les amortissements dégressifs pratiqués correspondaient à un amortissement économiquement justifié, eu égard à la politique de renouvellement des investissements et à la charge annuelle que représente la possession d'une immobilisation amortie.

2.3 Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Une dépréciation est susceptible d'être constatée si la valeur des titres est supérieure à la quote-part de situation nette correspondante. Le cas échéant, une actualisation des flux de trésorerie pourra être effectuée.

2.4 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

2.5 Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires comptabilisé est la résultante de deux éléments :

- les contrats cadre signés avec les clients ;
- l'émission de factures mensuelles acceptées par les clients sur la base des relevés de temps et l'état d'avancement des projets au forfait par rapport au reste à faire.

Prestations en régie :

Le chiffre d'affaires des prestations en régie est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Prestations en mode projet :

Les produits afférents aux prestations de services dans le cadre de contrats à long terme sont enregistrés en fonction de l'avancement de la prestation. L'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés à la date de clôture. Les revenus ne sont pas comptabilisés lorsqu'il subsiste une incertitude significative quant au recouvrement du prix de la prestation.

Autres prestations :

Les autres prestations de services sont comptabilisées lors de la réalisation.

2.6 Provisions pour indemnités de fin de carrière

La convention collective prévoit un droit à indemnité de fin de carrière pour le personnel ayant cinq années d'ancienneté révolues.

La société ne constitue pas de provision pour indemnité de fin de carrière ou complément de retraite dans ses comptes sociaux.

Les engagements de retraite ont été évalués à 10 K € au 31 décembre 2018 (dette latente non enregistrée dans les comptes) ; cet engagement repose sur les hypothèses de calcul suivantes :

- o Taux d'actualisation = 1.60%
- o Age de départ à la retraite = 65 ans pour les cadres et 62 ans pour les non cadres
- o Convention collective = Syntec
- o Table de mortalité = INSEE 2011-2013
- o Taux de turnover = entre 0% et 60 % en fonction du statut et de l'âge du salarié
- o Taux de charges sociales : 45 %

3 Analyse des comptes sociaux

3.1 Immobilisations et amortissements

| Immobilisations en K€ | Au 01/01/2018 | Acquisitions | Cessions | Au 31/12/2018 |
|----------------------------------|---------------|--------------|----------|---------------|
| Concession, brevets | 25 | | | 25 |
| Fonds commercial | 7 | | | 7 |
| Constructions | 1.375 | | | 1.375 |
| Installations générales, agencé | 1.296 | | | 1.296 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et mobilier | 1.296 | | | 1.296 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Autres participations | 5.148 | | | 5.148 |
| Prêts et autres immo financières | 181 | 7 | 7 | 180 |
| Total | 9.328 | 7 | 7 | 9.327 |

| Amortissements en K€ | Au 01/01/2018 | Augmentations | Diminutions | Au 31/12/2018 |
|---------------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|
| Concessions, brevets | 25 | | | 25 |
| Constructions | 747 | 34 | | 782 |
| Installations générales, agencé | 1.030 | 140 | | 1.170 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et mobilier | 1.116 | 81 | | 1.196 |
| Total | 2.918 | 256 | | 3.174 |

La majorité des immobilisations sont localisées en Ile-de-France.

3.2 Créances clients et comptes rattachés

| Clients et comptes rattachés en K€ | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| Clients | 13.462 | 12.371 |
| Clients douteux | | 26 |
| Clients-Factures à établir | 119 | 0 |
| Dépréciation clients douteux | -123 | -196 |
| Total | 13.458 | 12.201 |

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 12 mois.

3.3 Autres créances

| Autres créances en K€ | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|-----------------------------------------------|---------------|--------------|
| Fournisseurs débiteurs | 36 | 75 |
| Fournisseurs-Avoirs à recevoir | | |
| Personnel-Rémunérations dues | | 4 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | |
| Etat-Impôts sur les bénéfices | | |
| Etat-Taxe sur la valeur ajoutée | 3.410 | 2.550 |
| Groupe et associés | 8.962 | 1.628 |
| Débiteurs divers | 10 | 11 |
| Dépréciation des autres créances | -26 | -26 |
| Total | 12.392 | 4.242 |

Toutes ces créances ont une échéance inférieure à 12 mois.

3.4 Produits à recevoir et charges constatées d'avance

Il n'y a pas de produit à recevoir ; le poste Charges constatés d'avance s'élève à 51 K€. Il est composé principalement de loyers et assurances.

3.5 Capitaux propres

Le capital social est composé de 2.201.225 actions d'un nominal de 0,8 euro, dont 0.54 % ont été mises à la disposition du public sur Euronext Access.

Les actions sont assorties d'un droit de vote double lorsqu'elles sont détenues depuis au moins deux ans sans interruption.

| 2018 en K€ | Capital social | Primes | Réserves | Résultat de l'exercice | Capitaux propres |
|-----------------------------------|----------------|--------|----------|------------------------|------------------|
| Situation au 01/01/18 | 1.761 | 565 | 8.612 | | 10.938 |
| Dividendes | | | -3.962 | | -3.962 |
| Résultat exercice | | | | 5.637 | 5.637 |
| Variation Provisions réglementées | | | 21 | | 21 |
| Situation au 31/12/18 | 1.761 | 565 | 4.671 | 5.637 | 12.634 |

| 2017 en K€ | Capital social | Primes | Réserves | Résultat de l'exercice | Capitaux propres |
|-----------------------------------|----------------|--------|----------|------------------------|------------------|
| Situation au 01/01/17 | 1.761 | 565 | 7.350 | | 9.676 |
| Dividendes | | | -3.962 | | -3.962 |
| Résultat exercice | | | | 5.204 | 5.204 |
| Variation Provisions réglementées | | | 21 | | 20 |
| Situation au 31/12/17 | 1.761 | 565 | 3.408 | 5.204 | 10.938 |

3.6 Fournisseurs et comptes rattachés

| Fournisseurs et comptes rattachés | 31/12/18 | 31/12/17 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Fournisseurs | 19.173 | 15.139 |
| Fournisseurs -Factures non parvenues | 128 | 183 |
| Total | 19.301 | 15.322 |

3.7 Dettes fiscales et sociales et dettes diverses

| Dettes fiscales et sociales et dettes diverses en K€ | 31/12/18 | 31/12/17 |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Personnel et comptes rattachés | 42 | 63 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 43 | 52 |
| Etat-Impôts sur les bénéfices | | |
| Etat-Taxe sur la valeur ajoutée | 2.223 | 2.038 |
| Etat-Autres impôts, taxes et assimilés | 259 | 242 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Clients / clients Avoirs à établir | 317 | 316 |
| Groupe et associés | 1.268 | 1.121 |
| Autres comptes créditeurs | | |
| Total | 4.152 | 3.832 |

3.8 Charges à payer

| Charges à payer en K€ | 31/12/18 | 31/12/17 |
|-------------------------------------|------------|------------|
| Emprunts-Intérêts courus | | |
| Fournisseurs-Factures non parvenues | 128 | 183 |
| Clients-Avoirs à établir | | |
| Dettes sociales – charges à payer | 60 | 93 |
| Etat-Charges à payer | 259 | 242 |
| Total | 447 | 518 |

3.9 Echéances des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont une échéance inférieure à douze mois, à l'exception des autres immobilisations financières.

3.10 Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France et s'élève à 52 643 k€
Il est réalisé à hauteur de 95 % avec des clients hors groupe et 5 % avec le Groupe.

3.11 Autres achats et charges externes

| Autres achats et charges externes en K€ | 2018 | 2017 |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|
| Etudes et prestations de services | | |
| Matériel, équipements et travaux | | |
| Matières et fournitures non stockées | 55 | 55 |
| Sous-traitance générale | 50.251 | 49.477 |
| Redevances de crédit-bail | | |
| Locations et charges locatives | 855 | 896 |
| Entretien et réparations | 48 | 64 |
| Primes d'assurance | 118 | 126 |
| Autres achats et charges externes | 106 | 116 |
| Personnel extérieur | | |
| Honoraires | 108 | 126 |
| Publicité et relations extérieures | 122 | 92 |
| Déplacements, missions et réceptions | 54 | 35 |
| Frais postaux et télécommunications | 70 | 32 |
| Services bancaires | 7 | 7 |
| Total | 51.795 | 51.027 |

3.12 Dotations et reprises de provisions

| Provisions en K€ | Au 01/01/18 | Dotations | Utilisations | Reprises | Au 31/12/18 |
|---------------------------------------|-------------|------------|--------------|------------|-------------|
| Provision amort dérogatoires | 82 | 22 | | | 105 |
| Prov. Immo financières | 10 | | | | 10 |
| Prov. Clients | 196 | 123 | | 196 | 123 |
| Prov. Autres créances | 26 | | | | 26 |
| Total | 314 | 145 | | 196 | 263 |
| Dont dotation/reprise d'exploitation | | 123 | | 196 | |
| Dont dotation/reprise financières | | | | | |
| Dont dotation/reprise exceptionnelles | | 22 | | | |

3.13 Résultat financier

Le résultat financier est un produit qui correspond aux dividendes reçus de ses filiales.

3.14 Résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles de 24 K€ correspondent pour 22 K€ à une dotation aux amortissements dérogatoires.

3.15 Intégration fiscale

La société a opté pour entrer à compter du 1^{er} janvier 2016 dans un périmètre d'intégration fiscale au sens de l'article 223A du Code Général des impôts dont la société **CONSORT NT Holding** est la tête de groupe.

Selon les termes de la convention d'intégration fiscale, les filiales comptabilisent leur charge d'impôt comme en l'absence d'intégration et la société mère bénéficie seule des économies ou surcoûts liés au régime de l'intégration fiscale.

La différence entre l'impôt dû sur le résultat d'ensemble et les contributions des filiales est comptabilisée immédiatement par la société mère en résultat.

| Impôt sur les sociétés en K€ | 2018 | 2017 |
|------------------------------|-------|-------|
| Résultat courant | 1.277 | 1.128 |
| Résultat exceptionnel | -8 | -7 |
| Intégration fiscale | | |
| IS net | 1.269 | 1.121 |

3.16 Retraitement des crédits-baux

Néant.

4 Autres informations

4.1 Tableau des filiales et participations (en K€)

| Filiales à plus de 50% en K€ | Capital | Capitaux propres autres que le capital | Quote-part du capital détenue en % | Valeur brute des titres détenus | Valeur nette des titres détenus | Prêts et avances consentis | Montants des cautions et avals donnés | Chiffre d'affaires hors taxes | Résultat | Dividendes encaissés |
|------------------------------|---------|----------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|----------|----------------------|
| CONSORT FRANCE | 1.851 | 18.133 | 100% | 4.715 | 4.715 | | | 147.620 | 5.006 | 2.946 |
| CONSORT R&D | 460 | 1.180 | 90% | 414 | 414 | | | 1.948 | 204 | |
| CONSORT Méditerranée | 9 | 823 | 100% | 9 | 9 | | | 1.764 | 105 | |
| CONSORT Italia | 10 | -12 | 100% | 10 | 0 | | | | -5 | |

4.2 Identité des sociétés qui incluent CONSORT NT dans leur périmètre de consolidation

Les comptes de la SA CONSORT NT sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés établis :

- par la SA CONSORT NT, 58 bd Gouvion Saint-Cyr – 75017 Paris, cotée sur le marché libre
- Par la SAS CONSORT NT Holding, 58 bd Gouvion Saint-Cyr – 75017 Paris, qui contrôle la SA CONSORT NT.

4.3 Engagements hors bilan

| | | | |
|-----------------|--|---|---|
| Effectif cadres | | 1 | 1 |
|-----------------|--|---|---|

4.5 Rémunération des membres des organes d'administration et de direction

CONSORT NT n'a pas versé de rémunération aux membres de son Conseil d'Administration.
Aucun n'engagement en matière de retraite n'excède ce qui est attribué aux salariés.

4.6 Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Montants liés au contrôle légal des comptes | 30 K euros |
| Montants relatifs aux conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes | |

4.7 Exposition aux risques particuliers

La société CONSORT NT ne possède pas de créances ou dettes en monnaie étrangère.
La société CONSORT NT n'a ni engagement sur les instruments de couverture ni dettes à taux variable.

| Date d'arrêté | 31/12/2018 | 31/12/2017 | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2014 |
|----------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Durée de l'exercice (mois) | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| Capital social | 1 760 980 | 1 760 980 | 1 760 980 | 1 760 980 | 1 760 980 |
| Nombre d'actions | | | | | |
| - ordinaires | 2 201 225 | 2 201 225 | 2 201 225 | 2 201 225 | 2 201 225 |
| - à dividende prioritaire | | | | | |
| Nombre maximum d'actions à créer | | | | | |
| - par conversion d'obligations | | | | | |
| - par droit de souscription | | | | | |
| OPERATIONS ET RESULTATS | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 52 652 925 | 52 099 758 | 59 360 726 | 69 403 755 | 69 348 949 |
| Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions | 7 305 415 | 6 792 604 | 5 628 294 | 7 374 743 | 3 748 142 |
| Impôts sur les bénéfices | 1 268 702 | 1 120 994 | 1 060 761 | 1 107 148 | 1 047 684 |
| Participation des salariés | | | | | |
| Dot. Amortissements et provisions | 400 175 | 467 652 | 368 497 | 463 390 | 537 935 |
| Résultat net | 5 636 538 | 5 203 958 | 4 199 036 | 5 804 205 | 2 162 522 |
| Résultat distribué | | 3 962 205 | 3 962 205 | 5 943 307 | 3 962 205 |
| RESULTAT PAR ACTION | | | | | |
| Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions | 2,74 | 3,22 | 2,59 | 3,56 | 1,53 |
| Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions | 2,56 | 2,96 | 2,38 | 3,3 | 1,23 |
| Dividende attribué | 0 | 2,25 | 2,25 | 3,37 | 2,25 |
| PERSONNEL | | | | | |
| Effectif moyen des salariés | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Masse salariale | 137 983 | 146 221 | 141 535 | 150 044 | 134 146 |
| Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...) | 64 604 | 68 698 | 63 628 | 61 940 | 57 820 |

CONSORT NT

Société Anonyme

Immeuble Cap Etoile
58, boulevard Gouvion Saint Cyr
75017 PARIS
RCS Paris 389 488 016

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos au 31 décembre 2018



Société d'expertise comptable inscrite au tableau
de l'ordre de Paris - Ile de France.

Société de commissariat aux comptes membre
de la compagnie régionale de Paris.

Exelmans Audit & Conseil - 21, rue de Téhéran - 75008 Paris - Tél. : 01 45 20 20 23 - Fax : 01 45 20 20 27
RCS Paris B 482 026 739 - code APE 6920Z - TVA n° FR 584 820 267 39.



CONSORT NT

Société Anonyme

Immeuble Cap Etoile
58, boulevard Gouvion Saint Cyr
75017 Paris
RCS Paris 389 488 016

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société Consort NT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Consort NT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note 9.6 « Reconnaissance du revenu et provisions pour pertes à terminaison » de l'annexe aux états financiers expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation du chiffre d'affaires. Nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation du chiffre d'affaires à l'avancement, à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont

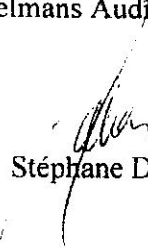
pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris, le 3 juin 2019

Le Commissaire aux comptes

Exelmans Audit & Conseil



Stéphane DAHAN